



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 29**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3**

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

**M\_DL251215\_199**

## RESSOURCES HUMAINES - INDEMNITE DE MANIEMENT DE FONDS - FIXATION - AUTORISATION

**M. Jérôme DUBOST, Maire** - Un arrêté du 21 janvier 2025 complète la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Figure désormais dans cette liste, l'**indemnité de maniement de fonds** régie par le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ».

Antérieurement, cette indemnité n'était pas cumulable avec le RIFSEEP, ce qui avait conduit la Ville de Montivilliers à mettre en place une IFSE régie à destination des agents régisseurs de la collectivité.

Aujourd'hui, compte tenu de cette modification, le versement de l'indemnité de maniement de fonds est conditionné à la mise en œuvre d'une délibération de l'autorité territoriale qui en détermine les modalités d'attribution.

### I - Versement de l'indemnité de maniement de fonds

Le versement de l'indemnité de maniement de fonds est établi en fonction d'un barème de référence, fixé par arrêté du ministre chargé du budget.

Dans l'attente d'un prochain arrêté du ministre du budget destiné à fixer les montants alloués aux régisseurs d'avances et de recettes, les collectivités sont invitées à se référer aux dispositions de l'arrêté actuellement en vigueur, à savoir celui du 28 mai 1993.

Cette indemnité sera versée annuellement, sur la paye du mois de Février en fonction des montants gérés par les régisseurs au cours de l'année N-1 écoulée.

Montant total du maximum de l'avance et montant moyen des recettes effectuées mensuellement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
De 0 € à 2 440 €	110 €
De 2 441 € à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000

## II -

### **Bénéficiaires de l'indemnité de maniement de fonds**

Les bénéficiaires de cette indemnité sont les fonctionnaires titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, contractuels (à l'exclusion des vacataires et des contrats de droit privé), en fonction dans la collectivité exerçant les missions de régisseur.

Un même régisseur, chargé de plusieurs régies, peut percevoir plusieurs indemnités de maniement de fonds.

Seuls les régisseurs titulaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de maniement de fonds dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès que ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

### **III - Clause de revalorisation**

L'indemnité fixée par la présente délibération fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles,

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**VU** le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,

**VU** l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** l'arrêté du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

**VU** la délibération de la Ville de Montivilliers en date du 4 Novembre 2019 sur l'instauration d'une IFSE annuelle, d'une IFSE régie et instauration du complément indemnitaire annuel,

**VU** l'avis du CST du 5 Décembre 2025,

## **CONSIDÉRANT**

- Que l'indemnité de manquement de fonds vise à compenser les risques et responsabilités spécifiques liés à la gestion de deniers publics ;
- Que jusqu'à présent cette indemnité n'était pas cumulable avec le RIFSEEP ;
- Que la Ville de Montivilliers avait mis en place une indemnité fonction sujétions régie pour couvrir les sujétions particulières inhérentes à cette mission ;
- Que la possibilité de cumul, désormais encadrée, permet une meilleure adéquation entre rémunération et réalité des missions, sans créer de déséquilibre budgétaire ;
- Qu'il est proposé d'instaurer une indemnité de manquement de fonds ,

**Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 11 décembre 2025, consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

- **D'instaurer** l'indemnité de manquement de fonds tel que présentée ci-dessous ;

### **I – Versement de l'indemnité de manquement de fonds**

L'indemnité de manquement de fonds sera versée annuellement, sur la paye du mois de Février en fonction des montants gérés par les régisseurs au cours de l'année N-1 écoulée :

Montant total du maximum de l'avance et montant moyen des recettes effectuées mensuellement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
De 0 € à 2 440 €	110 €
De 2 441 € à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000

## **II - Bénéficiaires de l'indemnité de maniement de fonds**

Les bénéficiaires de cette indemnité sont les fonctionnaires titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, contractuels (à l'exclusion des vacataires et des contrats de droit privé), en fonction dans la collectivité exerçant les missions permettant le versement de cette prime.

Un même régisseur, chargé de plusieurs régies, peut percevoir plusieurs indemnités de maniement de fonds.

Seuls les régisseurs titulaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de maniement de fonds dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès que ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

## **III - Clause de revalorisation**

L'indemnité fixée par la présente délibération fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'indemnité versée aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus.

### **Imputation budgétaire**

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubrique :

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Nature et intitulé :  
Montant de la dépense : 1350 euros

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 30

Contre : 0

Abstention : 2

Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

